

Monsieur l'Orateur, cet équilibre, que le Crédit social enseigne depuis 35 ans, semble peut-être un peu drôle à quelques politiciens. Seulement, personne ne nierait que le Canada peut produire facilement assez de biens pour assurer une aide substantielle à tous et à chacun. La possibilité physique existe; seule la possibilité financière fait défaut.

Ainsi, la finance ne sert pas les Canadiens. Il faut donc trouver un remède à cela, comme le faisait jadis remarquer Henry Ford. Les produits existent, mais les dollars, pour les acheter, font défaut. Les producteurs de biens s'acquittent de leur rôle, mais les producteurs de dollars remplissent mal le leur. Il existe une technique admirable dans la production, mais il n'y en a aucune dans le système monétaire actuel.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, les Canadiens produisent presque tout en abondance, et ils sont prêts à produire davantage s'ils en ont les possibilités.

Avant la guerre de 1939, je résidais près d'un petit centre ferroviaire où je pouvais voir des milliers de jeunes gens qui voyageaient d'une extrémité à l'autre du pays, de Halifax à Vancouver; ils se cherchaient des emplois et voulaient travailler pour le Canada. A cette époque, on les considérait comme des vagabonds simplement parce qu'ils ne pouvaient pas se trouver de travail.

Durant la crise de 1929-1939, tous les gouvernements du pays étaient complètement fauchés, comme l'étaient aussi tous les citoyens. A l'automne de 1939, monsieur l'Orateur, la guerre mondiale éclata et en 24 heures, le gouvernement canadien trouva tous les fonds nécessaires, pour employer tous ses citoyens, les habiller, les nourrir, les soumettre à des examens médicaux gratuits et s'ils étaient bons pour le service, l'armée les formait à titre gratuit, leur payait une solde et les envoyait au front gratis.

• (5.50 p.m.)

Si la guerre avait duré dix ans, le gouvernement aurait trouvé les fonds nécessaires jusqu'à la fin. Une fois la guerre terminée, il n'a plus trouvé de fonds pour équilibrer son budget. Il semble qu'il prévoit un déficit de 750 millions de dollars pour 1971-1972. Nous ne pourrions supporter bien longtemps d'aussi lourds déficits, étant donné que nous payons déjà 2 milliards d'intérêt chaque année sur la dette nationale. Il y a longtemps que nous demandons au gouvernement de recourir à la Banque du Canada, qui est la banque des Canadiens. Pourquoi payer des taux d'intérêt exorbitants alors que nous avons une banque bien à nous?

Notre dette nationale représente un drainage de plus de 5 millions de dollars par jour, pour chacun des 365 jours de l'année. Nous devrions réfléchir à ce que le Crédit social du Canada nous propose. Le pays devrait examiner notre façon de juger du régime financier actuel au pays. Il n'y a pas beaucoup de représentants ici, je pense, qui aient critiqué ce régime. Les membres du Crédit social sont les seuls à le faire. Notre gouvernement devrait examiner encore une fois nos politiques et se rendre compte que nous voulons aller de l'avant avec le Canada.

M. Lloyd Francis (Ottawa-Ouest): Monsieur l'Orateur, le problème que la préparation d'un budget pour le pays pose au ministre des Finances (M. Benson) se complique d'année en année. Je me souviens qu'à l'époque où je

[M. Tétrault.]

fréquentais l'université—j'ai 59 ans, ce qui indique la génération à laquelle j'appartiens—les problèmes dont nous discutons, aux cours d'économie politique, se rapportaient aux niveaux d'emploi et à la stabilité des prix. Ces questions fondamentales sont toujours d'actualité. Mais le problème du maintien d'un taux de change stable est venu s'ajouter à cela. Cela ne signifie pas que les prix intérieurs doivent rester stables, mais que notre monnaie doit demeurer stable par rapport à la monnaie de nos associés commerciaux.

Ensuite, à mesure que les complexités de l'intervention du gouvernement dans notre société se faisaient plus évidentes, de nouveaux objectifs ont été énoncés. Le Conseil économique du Canada préconisait une répartition équitable du revenu personnel de plus en plus élevé. Les renseignements requis pour en arriver à ces fins se font de plus en plus considérables, grâce à l'utilisation d'ordinateurs et à la mise au point de techniques statistiques. Plus un gouvernement est appelé à agir, plus il doit être renseigné; et plus il doit être renseigné, plus sa tâche devient difficile. Au mieux, le budget est un adroit exercice de jugement, car il est des domaines où le jugement du ministre des Finances peut avoir de très graves conséquences économiques.

Si on revoit les réalisations récentes, il est clair que les réalisations du gouvernement en matière de stabilité des prix sont supérieures à celles de n'importe lequel de nos grands associés commerciaux. Il est même juste de dire que, pour l'an dernier, elles furent parmi les meilleures de toutes celles des pays d'Europe occidentale. Cette réussite n'est pas allée sans difficultés. Chez nous, la stabilité des prix a stimulé nos exportations de façon très saine. Il en est résulté une forte accumulation de réserves à New York et une pression tendant à faire monter le dollar canadien, ce qui, en retour, a donné lieu à la décision plus pénible, absolument inévitable, qu'a prise le ministre des Finances, de libérer notre dollar et de le valoriser par rapport aux autres monnaies. En retour, des pressions se sont exercées sur les industries d'exportation et ont créé du chômage dans ces industries. Dans la mesure où le gouvernement a réalisé certains objectifs, ses succès mêmes ont créé ses difficultés, car c'est dans la mesure où nous avons réussi à stabiliser les prix et à maintenir notre taux d'inflation au-dessous de celui de nos associés commerciaux, que nos difficultés se sont multipliées.

Monsieur l'Orateur, il est clair que, comme pays, nous ne pouvons nous fixer des objectifs de beaucoup inférieurs à ceux de nos grands associés commerciaux dans le domaine de la stabilité des prix. Toutefois, il est toujours plus facile de juger après coup que de prévoir l'avenir. En rétrospective, nous voyons ce qui aurait pu être fait un peu mieux. En envisageant l'avenir, nous ne pouvons que juger de notre mieux.

Aux immenses difficultés auxquelles le ministre des Finances doit faire face dans les domaines que j'ai indiqués vient s'en ajouter une autre. Il s'agit de maintenir des rapports économiques raisonnables à l'intérieur d'un État fédéral et un degré raisonnable d'intégration entre le budget fédéral et les budgets des provinces. Ce n'est pas sans beaucoup de consternation que j'ai appris le 26 avril, probablement tout comme les autres députés, que le budget déposé par le trésorier de la province d'Ontario signifiait, contre l'autorité centrale du Canada, une déclai-